



L'attentat du métro de Londres prépare le terrain à plus de répression d'État

Par [Steve James](#)

Mondialisation.ca, 18 septembre 2017

wsws.org 16 septembre 2017

Région : [L'Europe](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#), [Droits humains et État policier](#)

L'explosion, attribuée à une bombe artisanale, dans une rame du métro bondée de banlieusards dans le sud-ouest de Londres vendredi matin est devenue l'occasion d'une opération policière et des services de renseignement massive.

Avant que l'origine de l'attaque à bord d'un train à la station de métro de Parsons Green n'ait officiellement été rendue publique, le gouvernement a convoqué une réunion de son comité d'urgence COBRA. La réunion a été organisée dans l'après-midi en pleine spéculation selon laquelle le niveau de menace terroriste au Royaume-Uni pourrait être porté de « sévère » à « critique » – le plus haut niveau. Tard le vendredi soir, la Première ministre conservatrice Theresa May a annoncé dans une déclaration télévisée que le niveau de menace a été porté à « critique » pour une période indéfinie.

Elle a déclaré : « Pendant cette période, le personnel militaire remplacera les policiers en faction devant certains sites protégés qui ne sont pas accessibles au public », ajoutant que : « Le public verra plus de policiers armés sur le réseau de transport et dans nos rues [...] » Le commissaire adjoint de la police de grande Londres Mark Rowley a déclaré que cela permettrait à 1000 agents de police armés de plus de patrouiller dans les rues.

Plus tôt, Theresa May a saisi l'occasion de faire pression pour plus de pouvoirs de surveillance, en déclarant : « Nous examinons très attentivement les pouvoirs qu'ont notre police et notre service de sécurité pour nous assurer qu'ils ont les pouvoirs dont ils en ont besoin », tout en « collaborant avec les entreprises d'internet. »

Elle a également annoncé une rencontre avec le président français Emmanuel Macron « pour parler de ce que nous pouvons faire de plus pour contrer la propagande terroriste, la propagande extrémiste, la haine qui est étalée sur internet ».

Au milieu de la soirée, l'État islamique a revendiqué l'attaque selon son agence de presse.

L'attentat pendant les heures de pointe semble avoir été délibéré et sans discernement. Les passagers du train ont parlé d'une forte détonation et d'avoir vu un « mur de flammes » se propageant dans la rame du métro. Un certain nombre de personnes ont subi des brûlures, tandis que d'autres ont été blessées dans la panique qui a suivi l'explosion, alors que les passagers se sont précipités pour sortir de la gare.

Le Service des Ambulanciers de Londres a rapporté que 29 personnes ont été hospitalisées, principalement avec des brûlures. Au début du vendredi soir, 21 étaient encore soignées

aux hôpitaux de Chelsea et Westminster, de St George et d'Imperial.

Un passager a mentionné avoir vu un « seau de maçon blanc » en flamme dans un sac de supermarché, d'où « sortaient beaucoup de fils ». Les images et les vidéos postées sur les réseaux sociaux semblent avoir confirmé cela.

Le *Daily Mail* et d'autres sources ont dit que les fils semblaient être des guirlandes électriques, qui ont été utilisées dans des engins explosifs improvisés par le passé. Il semblerait que la bombe à « seau de maçon » n'ait pas explosé comme prévu. Les informations ultérieures indiquaient que l'engin avait une sorte de minuteur, et une carte électronique a été retrouvée sur les lieux.

Un autre témoin oculaire a entendu une « grande détonation de l'autre côté du train », puis une « boule de feu très chaud et intense » a volé au-dessus de sa tête lui brûlant ses cheveux. Il a vu des personnes souffrant de brûlures au visage.

Un autre a déclaré au *Guardian* : « Tout à coup, il y a eu la panique, beaucoup de gens criaient, hurlaient ». Il a poursuivi : « J'ai vu des femmes qui pleuraient, il y avait beaucoup de cris, il y avait un peu de bousculades dans les escaliers pour descendre dans les rues. Certaines personnes ont été renversées et piétinées. »

Une femme, Emma Stevie, qui était dans le train quand l'explosion s'est produite, a décrit être prise dans une « ruée humaine » alors que les gens essayaient de fuir le train. « Je me suis insérée à côté d'une balustrade, je me suis mise en position fœtale. Il y avait une femme enceinte en dessous de moi, et j'essayais vraiment de ne pas l'écraser. J'ai vu un pauvre petit garçon avec une tête brisée et d'autres blessures. C'était horrible. »

Le transport en commun a été sérieusement perturbé. La circulation de trains sur la District Line, qui traverse toute la largeur de Londres, a été suspendue entre les gares de Wimbledon et Edgware Road. Par la suite, toute la ligne fut arrêtée. Les routes autour de la gare de Parsons Green ont été fermées et les dessertes en bus suspendues.

La police a immédiatement lancé une opération majeure de chasse à l'homme. L'incident, initialement pris en charge par la police des transports, a été déclaré comme terroriste et confié à l'unité antiterroriste SO15 de la police de grande Londres. La police, y compris les l'unité des spécialistes en armes à feu de l'antiterrorisme, lourdement armés, a été déployée dans les rues, un cordon a été établi dans le quartier, et des maisons et des appartements près de la gare ont été évacués par la police pendant que des hélicoptères tournaient au-dessus.

Peu avant midi, le commissaire adjoint de la police de Londres, Mark Rowley, a annoncé que « des centaines de policiers » étaient « occupés à visionner les images de vidéosurveillance, aux travaux de police scientifique et à l'interrogation des témoins. » Rowley a signalé que le service de sécurité MI5 et le réseau d'espionnage de télécommunications GCHQ « apportaient leur expertise en matière de renseignement pour éclairer l'affaire ».

Le *Guardian* a rapporté vendredi soir que la police a obtenu des images de vidéosurveillance qui ont saisi le moment où le poseur de bombe est monté à bord du train avec la bombe.

Comme pour tous ces attentats, il n'y a aucune raison de supposer que l'attaque est une surprise pour les agences de renseignement britanniques.

Une indication que les services de sécurité en savaient plus de quiconque sur qui a mené l'attentat, qu'ils ne le laissent paraître a été fournie par un tweet du président américain Donald Trump, qui a qualifié les auteurs de « personnes malades et démentes qui se trouvaient dans le collimateur de Scotland Yard [siège de la police britannique]. Il faut être proactif ! »

Interrogée sur le tweet de Trump, la Première ministre May a réprimandé le président des États-Unis en disant : « Je ne pense jamais qu'il soit utile pour quiconque de spéculer sur ce qui est une enquête en cours ». La police du Grand Londres a traité le commentaire de Trump comme de la « spéculation pure ».

La vérité est que, au cours de la dernière décennie, la plupart des attentats en Grande-Bretagne et en Europe ont été menés par des individus, des islamistes radicalisés, connus de la police, qui ont été surveillés pendant des années et dont les relations étaient directement utilisées par les grandes puissances dans leurs guerres néocoloniales en Afrique et au Moyen-Orient.

Des déclarations similaires avaient été faites par Theresa May et la police britannique après l'attentat-suicide du 22 mai à Manchester Arena, dans lequel 22 personnes sont mortes. Cela venait en réponse aux sources américaines de renseignement révélant, en quelques heures, l'identité du poseur de bombe, Salman Abedi, et le fait qu'il était bien connu des services de renseignement britanniques.

Il est maintenant établi qu'Abedi n'a [pas agi seul](#), mais faisait partie d'un réseau plus large qui avait été surveillé et autorisé à fonctionner par les services secrets britanniques pendant des années.

De même, l'attentat du 3 juin au pont de Londres et à Borough Market, qui a tué huit personnes et en a blessé 48, a été perpétré par trois individus qui étaient tous [bien connus](#) des services de renseignement et de la police.

C'est la quatrième fois que le niveau de menace a été placé à un « état critique » au cours des 11 dernières années. La dernière fois, ce fut lors de l'attentat de Manchester, au milieu des avertissements officiels selon lesquels une autre agression était « imminente ». Près de 1000 soldats armés ont été mobilisés et déployés dans les rues, principalement à Londres, pour renforcer les agents de lutte contre le terrorisme.

Le déploiement de juin faisait partie de l'opération Temperer, un plan secret conçu par le gouvernement conservateur de David Cameron, alors que May était la ministre de l'Intérieur.

Temperer a suivi une série d'attentats terroristes en France par des collaborateurs des services de renseignement et des informateurs connus en 2015. Les attentats ont été exploités par l'État français pour mettre en œuvre l'opération Sentinelle, qui a déployé 10 000 soldats et imposé l'état d'urgence permettant des perquisitions administratives et des arrestations tous azimuts sans mandat judiciaire, et une surveillance accrue. Présentés comme des mesures antiterroristes, ces mesures d'urgence sont encore en vigueur deux ans plus tard, pour être utilisés contre l'opposition sociale dans la classe ouvrière.

Temperer a été « accidentellement » rendue publique lorsque des procès-verbaux de ses réunions ont été téléchargés sur le site Web du Conseil national des chefs de police plus tôt

cette année. Les procès-verbaux ont révélé des plans pour un maximum de 5100 soldats à déployer dans les rues pour « appuyer les policiers armés engagés dans des tâches sécuritaires de protection ».

Le *Daily Mail* a noté que *Temperer* pourrait être déclenchée par le comité COBRA suite à des attentats terroristes, et que les hauts gradés militaires ont reconnu que « l'armée joue un rôle important dans la résistance nationale et soutient le travail en perspective ».

La « résistance nationale » pourrait signifier presque tout, et souligne que *Temperer* est en place pour appuyer la police avec l'armée au besoin. *Temperer* a été gardée secrète à l'époque parce que, selon le *Daily Telegraph*, le Premier ministre d'alors David Cameron craignait que des comparaisons soient faites avec les opérations de l'armée britannique en Irlande du Nord pendant les « troubles », c'est-à-dire les décennies de la sale guerre contre les républicains irlandais.

Steve James

Article paru en anglais, WSWs, le 16 septembre 2017

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)

Copyright © [Steve James](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2017

Articles Par : [Steve James](http://www.wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca